

| MORTALITÉ DUE AU CANCER |

L'organisation des services au coeur du problème

ALEXANDRE SIROIS

SI TANT DE Québécois meurent du cancer chaque année, c'est en partie à cause d'un problème d'organisation des services dans ce secteur. Le programme québécois de lutte contre le cancer, un plan ambitieux lancé en 1998, est un échec.

C'est ce qu'ont soutenu hier les représentants de la Coalition priorité cancer au Québec, qui regroupe une quinzaine d'organismes québécois « préoccupés par le cancer », notamment des associations de médecins, d'infirmières et de pharmaciens.

Le Québec se classe cinquième au pays parmi l'ensemble des provinces et territoires pour ce qui est de l'incidence du cancer, avec un taux de 411,39 cas par 100 000 habitants. Or, en matière de mortalité, le Québec grimpe au troisième rang, avec un taux de 220,11 décès par 100 000, tout juste derrière la Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest. Ces chiffres, fournis hier par la coalition, datent de

1998. « On affirme que s'il y avait une meilleure organisation, la mortalité serait beaucoup moindre », a déclaré le président de la coalition, Pierre Audet-Lapointe, qui ne pense pas que le Québec ait avantage à se comparer aux Territoires du Nord-Ouest à ce sujet.

La coalition estime que la coordination de la lutte contre le cancer doit être renforcée. Elle prône notamment la fusion de tous les organismes mis sur pied dans ce domaine et insiste pour que Québec leur alloue des ressources suffisantes. Sept des 10 provinces canadiennes auraient déjà opté pour de tels regroupements.

La situation est d'autant plus criante que le cancer, qui touche actuellement un Québécois sur trois au cours de sa vie, en affectera bientôt un sur deux, a déclaré le Dr Audet-Lapointe. Il s'est dit estomaqué de constater que quatre ans et demi après le lancement du programme québécois de lutte contre le cancer, ce plan n'est pas encore implanté dans toutes les régions du

Québec. « Malgré le très large consensus réalisé autour de ce programme à l'époque, force est de dire qu'il s'avère un échec et que les patients doivent continuer d'être patients » a déclaré la directrice générale de la Société canadienne du cancer, Nicole Magnan.

Selon le programme annoncé, un comité doit être nommé dans chaque région pour organiser la lutte contre le cancer par des actions concrètes. Actuellement, Québec n'arrive même pas à savoir dans combien de régions ce programme est en marche et suggère que son implantation partout en province

ne se fera pas avant une autre année, a rapporté le président de la coalition.

« Comment ça se fait que personne n'ait encore assez honte pour faire quelque chose ? » a lancé le Dr Audet-Lapointe. Les représentants de la coalition estiment que le cancer doit devenir une priorité au Québec et pense que la question doit être un des enjeux de la prochaine campagne électorale. La

coalition, qui a déposé une pétition de 40 000 noms en appui à ses revendications à l'Assemblée nationale en juin dernier, attend toujours une réponse officielle.

La Coalition réclame également une action gouvernementale pour remédier à la pénurie de main-d'oeuvre en oncologie. Elle demande au ministère de la Santé d'accélérer la formation des professionnels dans ce domaine et de favoriser le recrutement.

Parallèlement, Québec devrait diffuser régulièrement, sur une base régionale, les listes d'attente de traitements pour le cancer, soutient la coalition. Une initiative qui permettrait de mesurer les progrès et de maintenir de la pression sur le réseau pour favoriser l'amélioration.